Réfugiés et traqués

Quelque 6 500 Rwandais ont émigré en Zambie à partir de 1996, au lendemain du génocide. Victimes d'une rumeur de « crimes rituels », ils sont aujourd'hui la cible de violences xénophobes. Mais ils hésitent à retourner au Rwanda. Témoignages

RAOUL MBOG

LUSAKA (ZAMBIE) - *envoyé spécial*

Le pas lourd, le visage las et apeuré, Emmanuel Ndayisenga emprunte le chemin poussiéreux qui mène à son épicerie, à Makeni, un quartier pauvre de la banlieue sud de Lusaka, capitale de la Zambie. Il s'arrête un instant devant le tableau du désastre, figé devant cette boutique où il vendait un peu de tout, et surtout des produits de première nécessité. *« Une vie d'efforts et de sacrifices envolée en quelques minutes. Je n'ai plus rien à y faire »*, soupire l'homme de 47 ans au crâne dégarni.

Le 18 avril, son commerce est parti en fumée, pillé et détruit par un groupe de jeunes Zambiens du quartier. *« Personne n'a vu cela venir »*, raconte ce Rwandais auquel une fine moustache et des lunettes rectangulaires donnent un faux air d'instituteur. Emmanuel Ndayisenga a réussi à trouver refuge dans une église des environs, aux côtés de 400 autres étrangers terrorisés. Son épicerie n'est pas la seule à avoir été attaquée. Une soixantaine de commerces et une centaine de maisons ont été caillassés ou incendiés dans les bidonvilles de la capitale. Pendant trois jours, Lusaka a été secouée par une vague de violences xénophobes visant les réfugiés rwandais. Bilan : deux personnes brûlées vives et plusieurs dizaines blessées.

LES ÉTRANGERS, « DES ENVAHISSEURS »

Etait-ce en représailles ? Début avril, sept cadavres sont découverts amputés de plusieurs organes : oreilles, cœur, pénis... Une dizaine de personnes sont interpellées, dont un réfugié rwandais, arrêté par erreur selon la police, puis relâché. Mais la rumeur s'est déjà répandue : ces « crimes rituels » seraient perpétrés par des commerçants rwandais dans le but de faire prospérer leurs affaires.

Peu de Zambiens des quartiers périphériques de Lusaka se sont souciés de l'origine réelle de ces faits, aveuglés par un contexte économique des plus menaçants : chômage massif, touchant en majorité les jeunes et les femmes, pauvreté croissante de la population, dont les trois quarts vivent avec moins de 2 dollars par jour, taux de croissance parmi les plus faibles de la région – tout de même 3,7 % –, alors que la Zambie est le huitième producteur mondial de cuivre. *« Cela exacerbe les tensions et les étrangers sont perçus comme des envahisseurs. Il s'agit malheureusement d'un classique »*, souligne l'analyste politique zambien Gift Chanda, rappelant les émeutes xénophobes d'avril 2015 en Afrique du Sud. Six commerçants immigrés avaient trouvé la mort au cours de ces affrontements. La Zambie, elle, n'avait jamais connu ce type d'attaques.

Cette ancienne colonie britannique de 15 millions d'habitants, citée en exemple en Afrique australe pour son hospitalité, a accueilli, depuis son indépendance, en 1964, des Sud-Africains fuyant les atrocités de l'apartheid, des Angolais qui tentaient d'échapper aux affres de la guerre civile entre 1975 et 2002, des Somaliens et des Congolais. Selon les Nations unies, la Zambie abrite aujourd'hui 50 000 réfugiés répartis dans les deux camps de Maheba et de Mayukwayukwa. Les Rwandais, pour la plupart, sont arrivés à partir de 1996. Estimés à 6 500 personnes, ils constituent la plus grande communauté d'immigrés en Zambie, et sont réputés pour être les plus entreprenants.

Emmanuel Ndayisenga est l'un d'eux, qui a vécu un temps dans le camp de réfugiés de Maheba, vaste friche de 800 km² taillée dans la forêt, au nord-ouest de la Zambie. *« Toute une vie à fuir la haine, à essayer de se protéger de la violence, pour être obligé de fuir à nouveau »*, murmure-t-il. En 1994, la population du petit village dont il est originaire, près de Cyangugu (ouest du Rwanda), est massacrée. Entre 800 000 et 1 million de personnes, en majorité des Tutsi, sont tuées à travers le pays en quatre mois, d'avril à juillet, cette année-là. Le dernier génocide du XXe siècle. Emmanuel survit. Il a 25 ans et assez de forces pour entreprendre un exode de deux ans qui le mène d'abord au Burundi, puis en Tanzanie et dans l'ex-Zaïre (Congo-Kinshasa), avant de s'achever, en 1996, dans le bidonville de Makeni. C'est là qu'il monte un commerce et fonde une famille en épousant une Zambienne. Sa femme et ses enfants n'ont pas quitté l'église de Lusaka, où ils se sont réfugiés depuis les violences d'avril. *« Où voulez-vous que nous allions ? »*

Agathe Hategekimana ne sait pas davantage où aller. Son débit de boisson et sa maison adjacente ont été pillés puis incendiés sous ses yeux, avant qu'elle ne soit elle-même molestée et insultée. Cette femme de 50 ans porte une robe fleurie trop étroite pour sa grande stature. Dans la cuisine du foyer associatif où elle a trouvé refuge après les émeutes de Lusaka, elle se meut pourtant avec des gestes vifs et précis. *« J'ai été traitée de sorcière parce que je vis seule et sans enfants, et que mon commerce était florissant »*, lance-t-elle. Agathe Hategekimana doit son surnom de « Power Woman » (« femme puissante »), acquis dans le township de Makeni, à son chiffre d'affaires annuel, qu'elle estime à 200 000 kwachas zambiens (20 000 euros). Presque une fortune en Zambie, l'un des vingt-cinq pays les plus pauvres de la planète. Et de quoi attiser convoitises et jalousies. *« Comment imaginer que ceux qui ont fait ça sont des gens que je côtoyais au quotidien ? »*

Agathe Hategekimana a quitté le Rwanda en 1994, en passant par l'ex-Zaïre, où elle a vécu quelques années, avant de débarquer dans la périphérie de Lusaka en 1999. A Bukavu, elle dit avoir laissé une partie d'elle-même : sa famille, *« tuée pendant la tragédie »*, dit-elle de sa voix curieusement fluette. Des mots sobres, en regard de la réalité. *« Nous avons tous combattu ou résisté pour ne pas mourir. »* Pourtant, « Power Woman » s'est sentie impuissante lorsqu'elle a été attaquée durant les émeutes xénophobes d'avril, à Lusaka. Elle affirme n'avoir eu la vie sauve que grâce à l'aide des policiers venus en renfort.

« J'AI GRANDI ICI, JE SUIS ZAMBIEN »

Ces attaques n'ont pas épargné non plus Alfred Nyonchuti. Ses parents ont été égorgés sous ses yeux au plus fort du génocide rwandais, *« par des gens que je voyais tous les jours, des frères »*. L'homme vit dans le township de Misisi depuis janvier 1996, arrivé de la Tanzanie voisine à l'âge de 13 ans, avec un oncle, décédé depuis. A Lusaka, les pillages et les saccages ont été perpétrés par des voisins. *« J'ai grandi ici, je suis zambien »*, gronde-t-il en tirant sur un pan de son maillot vert et orange des Chipolopolos, l'équipe de football zambienne.

« Le génocide m'a arraché à ma terre natale. Quand on a vécu une telle horreur, comment peut-on imaginer que l'on puisse s'adonner à des crimes rituels ? », interroge-t-il, rageur, face aux rumeurs qui alimentent les violences xénophobes. La petite échoppe d'Alfred Nyonchuti a été saccagée le 18 avril. Il y vendait des produits ménagers et alimentaires. L'affaire rapportait des bénéfices trimestriels avoisinant 15 000 kwachas (environ 1 500 euros). Sans être le Pérou, cela lui permettait de subvenir aux besoins de sa famille : une femme, rwandaise, et une fillette de 6 ans.

Songe-t-il à retourner dans son pays ? *« Pour quoi faire ? Rien ni personne ne m'attend là-bas. »* Là-bas, c'est à Kibungo, dans l'est du Rwanda, sur la route qui mène de Kigali à la Tanzanie. Là où une partie de sa famille a été tuée en même temps que mille autres personnes, par un matin sombre, dans la cathédrale de la ville. *« Aujourd'hui, je suis zambien »*, répète-t-il.

Pourtant, Alfred Nyonchuti n'a ni passeport ni titre de séjour. Il n'a même plus le statut de réfugié. Les Rwandais de Zambie l'ont officiellement perdu en 2013, après l'invocation de la clause de « cessation de circonstances » par le Rwanda – disposition qui met fin au statut de réfugié lorsque des changements fondamentaux et durables ont eu lieu dans le pays d'origine. Mais aucun d'eux n'a jamais voulu prendre le chemin du retour, de crainte d'être pourchassé, malgré les efforts de Kigali pour les convaincre. Surtout, tous se sont habitués à leur vie ici. Beaucoup ont fondé une nouvelle famille. Près de la moitié des réfugiés rwandais en Zambie sont nés réfugiés. Désormais, ils sont tous des sans-papiers.

CRAINTE DE NOUVELLES TENSIONS

Certains soupçonnent les autorités rwandaises d'avoir orchestré les attaques d'avril, *« pour nous pousser à rentrer »*, imagine Alfred. Ce que dément avec force Abel Buhungu, chargé d'affaires au Haut-Commissariat du Rwanda en Zambie : *« Toutes ces accusations sont scandaleuses. De la même manière que les accusations de crimes rituels à l'encontre de nos ressortissants. »* Le diplomate indique que treize commerçants dont les biens ont été pillés ont décidé de retourner au Rwanda, avec l'appui conjoint de l'ambassade à Lusaka et de l'association Nouvel espoir pour le Rwanda, créée en août 2015 pour renforcer la solidarité entre les réfugiés.

D'autres reprochent aux autorités zambiennes d'avoir *« fermé les yeux »* en ne faisant pas intervenir la police suffisamment tôt. C'est ce que soutient le photographe Jean Ngayikabanda, un Rwandais de 43 ans réfugié à Lusaka depuis 1996, marié avec une Zambienne avec laquelle il a eu quatre enfants. Des accusations qu'il maintient, alors que 300 personnes ont été interpellées lors des émeutes.

Le ministre de l'intérieur, Davies Mwila, a dénoncé le comportement *« de personnes animées d'intentions criminelles* [qui] *ont tiré profit de la peine et de la douleur que nous avons tous ressenties après ces crimes rituels supposés »*. Le président, Edgar Lungu, a lui-même fustigé *« des actes odieux »*. L'enquête a montré que les auteurs de ces crimes dont était accusée la communauté rwandaise sont quatre Zambiens, dont deux militaires, en attente de leur jugement par la Haute Cour de justice de Lusaka.

« En réalité, il y a beaucoup de jalousie dans cette affaire », maugrée Jean Ngayikabanda, qui habite Garden House, l'un des quartiers touchés par les attaques d'avril, lors desquelles sa maison a été vandalisée. *« J'ai eu très peur lorsque cela a commencé. La Zambie est un pays pacifique. Ici, j'avais appris à ne plus avoir peur »*, dit-il en faisant défiler les photos des pillages sur son écran d'ordinateur. En juillet 1994, Jean avait fui sa ville natale de Butaré, dans le sud du Rwanda – l'une des rares villes épargnées au début du génocide, avant d'être finalement gagnée par l'horreur –, passant par le Burundi puis par la Tanzanie : traversée du bush, des collines et des vallées avant de pouvoir reconstruire sa vie ici, en Zambie. Cette fois, quelques semaines après les attaques xénophobes, Jean décide de ne pas fuir et de dompter la peur en retournant vivre, avec toute sa famille, dans sa maison de Garden House aux fenêtres éventrées.

Beaucoup, en revanche, ont abandonné leur domicile et vivent dans la crainte de nouvelles tensions à l'approche de l'élection présidentielle prévue le 11 août : la cherté de la vie est l'un des thèmes de campagne, avec la tentation de trouver des boucs émissaires. ■

« TOUTE UNE VIE À FUIR LA HAINE, A ESSAYER DE SE PROTÉGER DE LA VIOLENCE, POUR ÊTRE OBLIGÉ DE FUIR À NOUVEAU »

EMMANUEL NDAYISENGA
commerçant rwandais
du bidonville de Makeni